Comment développe-t-on une pratique féministe en santé au travail?

Karen Messing

Volume 4, numéro 2, 1991

Unité/Diversité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057653ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057653ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Messing, K. (1991). Comment développe-t-on une pratique féministe en santé au travail? *Recherches féministes*, 4(2), 87–96. <https://doi.org/10.7202/057653ar>

Résumé de l'article

Un incident survenu pendant une étude en santé et en sécurité du travail a suscité une réflexion sur la relation entre la chercheuse féministe et les travailleuses étudiées. La chercheuse a étudié l'activité de travail des femmes qui lavent les toilettes dans les trains français. Afin de rendre compte du caractère pénible de ce travail, elle a voulu prendre des photographies du travail. Certaines femmes se sont opposées au fait d'être photographiées pendant le nettoyage. Malgré une hypothèse voulant que l'appartenance au même sexe puisse aider à rétablissement d'une collaboration entre chercheuses et travailleuses, la différence de classe sociale peut constituer un obstacle à cette collaboration. Les conditions de travail des chercheuses peuvent renforcer les effets de leur appartenance de classe et entraver la recherche féministe en santé et en sécurité du travail. Des solutions sont proposées impliquant des changements dans le système de subventions de recherche.

Comment développe-t-on une pratique féministe en santé au travail ?

Karen Messing

Pendant un séjour en France¹, j'ai été appelée à faire une recherche sur l'activité de travail de nettoyage des wagons de chemin de fer. La médecin de l'entreprise avait remarqué de multiples problèmes de santé chez le personnel féminin, et m'a demandé de collaborer à une étude de l'activité de travail afin de trouver les causes de ces problèmes. Formée en sciences naturelles, j'ai privilégié une approche « objective » de l'activité de travail, impliquant des relevés de contraintes de posture, un chronométrage des tâches, une description de la complexité des procédures. J'espérais pouvoir produire des connaissances qui permettraient d'améliorer les conditions de travail. Je décris ici un incident qui m'a sensibilisée à plusieurs aspects du contexte social de telles études. Cet événement m'a incitée à remettre en question ma formation disciplinaire et à m'interroger sur certaines inconséquences dans mon approche féministe. Plus particulièrement, l'examen du travail des « chiotteuses » m'a amenée à poser des questions sur l'utilité de ma démarche pour les premières intéressées.

Dans cette situation et dans d'autres recherches, j'ai apporté mes connaissances en santé au travail comme une sorte de cadeau aux travailleuses, en supposant qu'une amélioration de leur situation suivrait quasi automatiquement. Ceci n'a pas toujours été le cas, pour plusieurs raisons : la réflexion féministe n'était pas toujours partagée par les travailleuses que nous étudions ; l'intérêt de ces dernières porte davantage sur l'amélioration de leur santé à court terme ; les travailleuses et la chercheuse n'appartiennent pas à la même classe sociale et l'incompréhension et la méfiance règnent souvent dans leurs rapports ; comme chercheuse, je suis soumise à des contraintes qui peuvent primer sur les besoins très immédiats des travailleuses : des exigences de rigueur scientifique, de publication rapide, d'obtention de subventions et de construction d'un curriculum vitae alléchant. Ce texte relate une tentative d'arriver à une pratique féministe en santé au travail, compte tenu de ces contraintes.

1. En 1990-1991, en tant que chercheuse invitée au sein du Groupe d'étude de la division sexuelle et sociale du travail (GEDISST) du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Pour faire l'énoncé des questions qui se sont posées à moi, il est d'abord nécessaire de décrire l'étude.

Le chantier et la division sexuelle du travail

Avec la médecin du travail, j'ai effectué des observations dans une gare parisienne où dix-sept travailleuses et vingt travailleurs nettoient les wagons de chemins de fer à quai. Ces personnes sont rémunérées au salaire minimum et nettoient une vingtaine de trains par quart de travail.

Ces travailleuses et travailleurs sont affectés à diverses tâches, qui varient selon le nombre de personnes présentes et le nombre de trains à nettoyer. Les hommes sont normalement affectés aux tâches de supervision de chantier, supervision d'équipe, conduite de chariot, nettoyage de mains montoirs, et contrôle. Le passage du grand balai et de la balayette est effectué par des hommes et des femmes. Les femmes nettoient les tablettes, les cendriers et les bars. De plus, le nettoyage des toilettes est absolument réservé aux femmes ; aucun homme ne le fait et ceci dans l'ensemble des gares de Paris.

L'attribution de cette tâche aux femmes entraîne un grand nombre de problèmes pour la direction de l'entreprise. Les femmes sont souvent absentes pour des raisons de santé ; leur taux d'absentéisme est presque quatre fois celui des hommes, malgré leur âge et leur ancienneté beaucoup moindres (Messing, Haëntjens et Doniol-Shaw 1991) ; l'examen médical confirme la présence de beaucoup plus de pathologies chez le personnel féminin.

Ces absences entraînent une surcharge de travail pour les femmes. Il n'y a pas de personnel de réserve, d'où la nécessité d'affecter les personnes présentes à une diversité des tâches, dépendamment du nombre d'absences. Un examen des dossiers couvrant la période de septembre à décembre 1990 a révélé que les dix-sept femmes employées régulières de la Société ont toutes été affectées au moins une fois au nettoyage des toilettes pendant cette période. Quand le nombre de femmes devient trop réduit à cause des maladies de longue durée, le contremaître oblige les femmes présentes à nettoyer les toilettes. Un incident a donné lieu à une dénonciation dans le journal syndical : une femme a été insultée et menacée de licenciement après avoir présenté un certificat médical disant qu'elle était inapte à nettoyer les toilettes à cause d'une lombalgie.

Notre équipe de recherche a observé le travail des hommes et des femmes, mais l'étude s'est concentrée sur le nettoyage des toilettes, puisqu'il s'agit d'un travail absolument réservé aux femmes. Les résultats de l'étude ergonomique sont présentés ailleurs (Haëntjens et Messing 1991)² ; quelques points sont

2. Ce rapport rend compte de l'étude ergonomique réalisée avec la Dr Haëntjens, comprenant la démonstration des problèmes de santé, une discussion du problème d'absentéisme chez les femmes et une discussion détaillée des outils et équipements, ainsi que les recommandations soumises à l'entreprise et aux travailleurs et travailleuses. Le « nous » dans ce texte se réfère à l'équipe Messing-Haëntjens.

résumés ici. Les toilettes sont nettoyées à une cadence très rapide, qui dépend de plusieurs variables : l'état de saleté, le nombre de personnes disponibles pour faire le travail, l'état de fatigue de la travailleuse. Pour nettoyer une toilette, *l'ouvrière arrose le plancher avec un savon liquide, passe une éponge dans l'évier, sur le tour et sur le miroir, poussant en même temps une serpillière sur le sol avec ses pieds* (les ouvrières appellent cette manipulation « la danse »). Ensuite, elle passe l'éponge dans la cuvette de la toilette. Si la matière déposée dans la toilette ou autour ne s'enlève pas avec l'éponge, elle utilise une laine d'acier. Il lui faut toutefois cacher la laine d'acier parce que la travailleuse est censée pouvoir tout enlever avec une petite brosse, qui s'avère impuissante face à des matières séchées indescriptibles ; la laine d'acier est interdite parce qu'elle abîme la surface. À la fin, la travailleuse arrose la pièce avec un liquide désodorisant³.

Les femmes travaillent dans une séquence de postures contraignantes, où les poses accroupies, à genoux ou penchées se succèdent. Dans les toilettes ce problème est accentué par l'exiguïté des lieux. Le nettoyage d'une toilette prend de 60 à 120 secondes, période pendant laquelle la travailleuse change sa posture en moyenne 26 fois et passe 25 % de son temps en posture accroupie. Le nettoyage alterne avec des déplacements importants, totalisant en moyenne 23 km par jour par travailleuse.

Le travail se fait à une cadence déterminée par l'arrivée et le départ des trains. Ceci veut dire que la pause repas, normalement à midi, peut être soudainement avancée à 11 h pour remplir un nouveau « trou » dans l'horaire et pour la même raison, la pause du matin peut se prendre trois quarts d'heure après le début du travail. Les travailleuses et travailleurs prennent leur pause assis sur des blocs de ciment ou debout sur le quai, *puisque les locaux de leur employeur, un sous-traitant, sont loin des trains*. Ils n'ont pas le droit de s'asseoir dans les trains ni d'y utiliser les toilettes. Le fait que les pauses ne permettent pas une véritable récupération est d'autant plus important à cause des exigences physiques élevées de ce travail.

Le bilan que nous pouvons faire de ce travail est que ni le corps ni l'âme des travailleuses ne sont respectés. Ni la conception des trains, ni les horaires des trains, ni les locaux de la gare, ni même les produits et outils utilisés pour le nettoyage ne tiennent compte de la tâche réelle du personnel. Ceci est particulièrement vrai pour le nettoyage des toilettes. Le mépris exprimé envers celles qui accomplissent cette tâche est bien illustré par un incident récent. Normalement, la personne responsable de la balayette a la tâche d'enlever tout objet laissé sur les sièges dans les wagons. Cependant, la fois où un chien a déféqué sur le siège, on a appelé « la chiotteuse » (qui ne dispose pas d'outils particuliers) pour venir enlever les excréments.

3. Nous n'avons pu trouver la nature chimique de ce liquide, qui m'a fait tousser. Il est assez difficile de connaître la nature des produits utilisés dans le nettoyage, puisqu'ils sont imposés par l'entreprise qui donne le contrat et non par le sous-traitant, et sont changés assez souvent.

La démarche de l'ergonomie

La formation en ergonomie, telle que dispensée au Conservatoire national des arts et métiers français, privilégie l'analyse du travail à partir de besoins exprimés par le milieu. La demande initiale est examinée à la suite d'une consultation des intervenants du milieu et à des observations préliminaires sur le chantier. Cette procédure donne lieu à un « prédiagnostic » du problème. Notons que le prédiagnostic ne cherche pas à tenir compte de toute la complexité du travail mais plutôt à cerner les problèmes prioritaires, afin d'améliorer la situation le plus rapidement possible. Le prédiagnostic est ensuite étudié et les paramètres du travail qui illustrent le mieux le problème en question sont recueillis de manière systématique. Cette procédure engendre des données « objectives » qui sont ensuite restituées au milieu avec des recommandations de transformation des postes de travail.

Dans notre cas, la demande initiale de la part de l'employeur et de la médecin de l'entreprise identifiait des problèmes de santé, d'absentéisme chez le personnel féminin et de qualité de nettoyage. Après consultation, notre équipe a émis l'hypothèse que les exigences physiques de la tâche étaient trop élevées, compte tenu de la cadence rapide, des déplacements, du manque d'aménagements pour les pauses et de la somme de travail demandée. Nous avons énoncé comme prédiagnostic que la travailleuse essaie en vain de gérer une situation impossible et, incapable de le faire sans dommage pour sa santé, devient malade. Les atteintes à la santé seraient dues en grande partie aux contraintes posturales tandis que les problèmes liés à la qualité du nettoyage proviendraient de l'impossibilité de faire la tâche correctement, compte tenu des contraintes.

L'incident

Après deux mois d'observation, nous avons décidé de documenter les postures de ce travail, afin d'en montrer le caractère pénible. Lorsque nous sommes venues prendre des photographies des postures, les femmes, à notre surprise, ont exprimé de grandes réserves. Deux ont refusé ouvertement, d'autres étaient réticentes.

Plusieurs commentaires des femmes m'ont aidée à comprendre les enjeux de ces photographies pour elles. Comme je n'ai pu vérifier mes interprétations avec elles, pour des raisons relevant du cadre de notre intervention, je présente ici quelques hypothèses dans l'espoir que d'autres personnes ayant fait des recherches féministes sur le terrain puissent alimenter mes réflexions.

Les travailleuses et les chercheuses partagent certains aspects de la situation des femmes

« Pas avec les fesses que j'ai. »

Lorsque M^{me} A (46 ans, 15 ans d'ancienneté, maux de dos, toux) a refusé de se faire photographier en disant : « Pas avec les fesses que j'ai ! », j'ai conclu qu'elle se comparait avec un stéréotype et refusait de se montrer puisqu'elle ne se trouve pas suffisamment belle, vue de dos. Cette vision stéréotypée du corps féminin est non seulement humiliante pour celles parmi nous qui n'ont pas un corps « parfait », mais peut aussi constituer un obstacle à la promotion de la santé au travail. Certains de leurs médecins personnels ont reproché aux ouvrières le fait que la forme de leur corps soit inacceptable, tandis que cette forme est en fait déterminée par les postures de travail, et parfois aussi par une mauvaise nutrition associée au faible revenu de la plupart d'entre elles. M^{me} B (28 ans, 8 ans d'ancienneté, de taille forte) a des maux de dos récurrents comme 40 % des femmes sur le chantier. Son médecin a pris des radiographies de sa colonne vertébrale et a décelé un problème dans l'articulation des vertèbres. Sa conclusion : M^{me} B doit maigrir. L'effet : M^{me} B, au lieu de mettre le blâme sur les postures contraignantes, se sent humiliée. Elle est par ailleurs la deuxième femme sur le chantier à entendre le même diagnostic médical depuis quatre mois.

Cependant, le fait qu'un corps réponde aux stéréotypes peut également constituer un obstacle à la santé pour ces femmes. M^{me} C (28 ans, 6 ans d'ancienneté, jolie et vivante) nous laisse prendre toutes les photos qu'on veut. Elle dit explicitement que les autres femmes n'ont qu'à se contrôler si elles veulent être aussi fières de leur corps. Mon interprétation est qu'elle se distance ainsi du vieillissement prématuré qui l'attend, elle aussi, si son poste de travail n'est pas amélioré. Elle se plaint déjà de courbatures après sa journée dans les toilettes, mais n'y voit pas un problème sérieux, tant que son corps reste joli.

« Vous ne me prenez pas les fesses en l'air. »

M^{me} D a 57 ans. Après 20 ans de métier, elle est tellement bossue qu'elle est la seule qui préfère les tâches où l'on travaille en posture accroupie. Elle ne veut pas qu'on la photographie pendant l'activité qui pourtant l'occupe cinq jours par semaine, huit heures par jour. J'interprète cela en disant qu'elle a honte de sa posture et de son activité, aussi bien que de son corps.

Il y a ici un cercle vicieux. Bernadete Macedo (1990) a décrit comment les ouvrières brésiliennes du textile ont honte de leur peau abîmée par les fils piquants. Elles se trouvent laides, et essaient, à la sortie de l'usine, de couvrir leurs plaies avec un maquillage épais. Selon l'interprétation de Macedo, cette honte contribue à les maintenir passives face à l'exploitation de leur corps dans l'usine. De façon similaire, M^{me} D porte les effets visibles de son travail dans son dos courbé. De plus, je ne pense pas qu'elle soit fière de la nature de son travail, qui consiste à nettoyer les déchets et les excréments. Cette humiliation peut aussi l'empêcher de revendiquer une compensation pour la perte de l'intégrité de son corps.

À cause du partage de nos conditions biologiques et sociales de femmes, il me semblait que les nettoyeuses auraient dû se sentir tout heureuses de voir venir des femmes scientifiques. Je me sentais en droit, compte tenu de mon approche féministe, du fait que mon corps ne répond plus aux stéréotypes, du temps que j'ai passé à changer des couches et à laver des toilettes chez moi, d'avoir la collaboration enthousiaste de ces femmes. Toutefois, notre démarche ne se faisait pas uniquement dans un contexte de division sexuelle de travail, mais aussi de division sociale de travail.

Les travailleuses n'ont pas exactement les mêmes intérêts que les chercheuses

« Non, je ne veux pas. Vous me donnez votre blouse [dorée, cette journée-là] et je me laisse photographier. »

En écoutant cette autre remarque de M^{me} A, je me suis rappelé un incident survenu il y a trente ans. Pendant mes études, je travaillais dans une maison de transition pour des patients qui sortaient d'un hôpital psychiatrique. Annie était une jeune ouvrière très énergique et expressive, diagnostiquée comme schizophrène. Un jour, entourée d'un psychiatre, d'un travailleur social et de trois étudiantes enthousiastes qui lui posaient des questions, elle nous a répondu en furie : « Arrêtez de me regarder dans le c... ! » (« Stop looking up my asshole »). Nous nous sommes sentis voyeurs et exploités : nous avions envahi son espace privé en voulant apprendre d'elle.

Trente ans plus tard, M^{me} A fait des remarques plus polies qui suscitent les mêmes émotions. Sa réaction ne portait pas, à mon avis, seulement sur les standards d'habillement, mais aussi sur la division sociale qui sépare la chercheuse et les ouvrières. Je pense que j'ai pu inconsciemment exiger de M^{me} A une confrontation brutale avec la distance entre ma condition de professeure et la sienne de « chiotteuse ». Elle aurait alors exprimé une juste colère, tout comme la patiente psychiatrique de ma jeunesse.

La remarque de M^{me} A incite donc à la réflexion sur la place respective de la division sociale et de la division sexuelle du travail dans des recherches à but féministe. De quel droit photographions-nous les fesses de ces femmes ?

Une chercheuse féministe peut se sentir justifiée par le fait de son féminisme, surtout si le but explicite de sa recherche est d'aider les femmes. Mais il faut nous demander si ce que nous exigeons de ces femmes vaut ce que nous leur apportons. Nous avons besoin de ces femmes pour faire de la recherche en santé au travail. Elles fournissent des informations précieuses : les moments qu'il faut observer, les raisons d'être de leurs manipulations, les opérations qu'elles trouvent les plus difficiles, leurs problèmes de santé. On peut même justifier cette volonté de creuser dans leur image d'elles-mêmes ou dans leurs problèmes les plus intimes, en se disant que c'est pour leur bien. Mais on peut oublier qu'une personne peut se sentir plus humiliée qu'aidée par ce type de démarche.

De plus, les travailleuses peuvent se méfier de l'aide offerte par des scientifiques en santé au travail, qui n'ont pas toujours soutenu les travailleurs et travailleuses. Le chronométrage a souvent été utilisé, non pas pour appuyer des demandes en vue de baisser la cadence de travail, mais pour justifier une accélération. Il n'est pas sûr que le fait d'être féministes garantisse que nos intentions soient différentes. Au contraire, notre féminisme peut même susciter la crainte que notre idéologie prime sur les besoins du milieu. Les ouvrières se méfient souvent des discours féministes, pour diverses raisons. Le public voit des caricatures de féministes dans les médias, qui se font un plaisir de monter en épingle des prises de position extrêmes. Ou encore les ouvrières peuvent avoir rencontré des féministes qui n'ont pas réfléchi à leurs conditions de vie⁴. Pour toutes ces raisons, les ouvrières peuvent ne pas croire à l'objectif d'avancement des femmes proposé par les chercheuses féministes. Il est alors compréhensible qu'elles donnent une priorité à la protection de leur vie privée et de leur image publique.

Les contraintes qui pèsent sur les chercheuses peuvent nous empêcher de répondre aux besoins des femmes

J'ai sympathisé avec les femmes récalcitrantes, d'autant plus que mon contexte de travail en France ne garantissait pas à mes yeux que les résultats de nos recherches allaient servir à améliorer réellement leurs conditions de travail. Au Québec, il existe des structures de collaboration entre les chercheuses et les centrales syndicales (Messing 1991b), mais même dans ce contexte favorable, les intérêts des travailleuses peuvent entrer en conflit avec ceux des chercheuses. Récemment, un syndicat nous a demandé d'étudier une chaîne de découpe de dindes, invoquant un taux élevé d'accidents de travail. Comme cette chaîne avait, de plus, une division sexuelle du travail très particulière, nous avons pu obtenir une subvention pour l'étudier. Arrivées sur le site un an plus tard (les subventions prennent du temps à venir), nous sommes informées que les accidents n'arrivent plus autant sur la chaîne de découpe de dindes mais plutôt sur celle de découpe de poulets. Malheureusement, les poulets sont plus petits que les dindes et la manipulation des charges est moins importante sur la chaîne de poulets. Il n'y a pas de division sexuelle à ce poste et la découpe de poulets ne rentre pas dans le cadre de travail défini par l'organisme subventionnaire. Quel poste étudier ? Celui qui est perçu comme prioritaire pour notre organisme subventionnaire ou pour l'amélioration de la santé des femmes ?

4. Par exemple, une membre d'un groupe militant féministe a reproché aux femmes d'accepter des emplois comme hôtesse dans une grande compagnie française d'aviation, qui exige un test de grossesse pour l'embauche. Le contexte de chômage qui rendait nécessaire ce genre de compromis était invisible pour la militante.

Le choix du poste fut résolu après discussion avec les personnes syndiquées⁵, mais la question fondamentale me laisse songeuse. Les travailleuses vivent des problèmes très immédiats. Je possède les moyens d'apporter un peu d'aide, par exemple, en faisant de savants calculs pour montrer le nombre de changements de postures par toilette, ce qui pourrait convaincre un patron ou une cour de justice de reconnaître que leurs problèmes de santé sont liés à leur travail.

Mais ce genre de préoccupation n'anime pas toujours les organismes qui financent les recherches. Les membres des comités de révision de revues et des comités qui jugent des demandes de subvention sont considérés comme nos « pairs ». Mais nos autres « pairs », les femmes dont les capacités d'analyse n'ont pas fait l'objet d'un diplôme, elles ne sont pas représentées sur ces comités. Si l'on oppose le devoir de neutralité, d'objectivité et de fidélité disciplinaire – tel que présenté et articulé dans les règles de la pratique scientifique et renforcé par nos collègues – aux besoins peu articulés des nettoyeuses de toilettes, il est probable que les « chiotteuses » exercent moins d'influence sur notre pratique. Il n'y a pas beaucoup d'organismes subventionnaires qui incorporent les besoins des femmes dans leurs critères d'attribution des subventions. Donc, certaines contraintes peuvent rendre difficiles les rapports entre les chercheuses féministes et les femmes étudiées : les différences de classe sociale, les exigences des organismes subventionnaires et la différence de perspective féministe.

Comment concilier ces différences ? Pour amoindrir les écarts de classe sociale, nous pouvons essayer de développer un esprit de collaboration et de respect mutuel. Dans l'étude du nettoyage, nous avons pu conclure une entente avec les travailleuses, en reprenant les photos trop brutales ou mal faites. De la même façon, nous avons examiné avec elles les résultats de nos calculs, qu'elles ont corrigés (nous avons oublié des contraintes pertinentes). Rosalind Edwards (1990) suggère qu'une « méthodologie féministe » qui profite du partage de l'expérience commune des chercheuses et des personnes étudiées pallie à certains problèmes de communication entre des femmes de race différente. La transposition de ces méthodes en sciences naturelles reste à faire.

Pour diminuer l'écart entre le milieu scientifique et les travailleuses nous essayons d'influencer les pratiques du milieu académique. Nous tentons de faire valoir l'importance des informations provenant des travailleuses, qui ont une expérience intime de leur milieu de travail et ont souvent réfléchi beaucoup sur leurs conditions. Les universitaires sont intéressées d'apprendre que l'interaction avec les travailleuses génère de nouvelles problématiques de recherche et nous alerte à des défaillances dans les méthodes de mesure (Messing 1991a, 1991b).

La conciliation entre l'agenda politique de la recherche et celui des femmes visées par la recherche est aussi difficile à opérer. Mais les travailleuses ne refusent pas nécessairement toute analyse féministe ; même celles qui n'affichent pas de prise de position sont généralement intéressées à discuter de

5. L'augmentation du taux d'accidents sur la chaîne de poulets s'avérant temporaire, le syndicat est retourné à sa demande initiale.

la division sexuelle du travail. Elles ont souvent des commentaires sur les écarts de salaire, sur les compétences méconnues et sur la fausse représentation de leur travail comme « léger ». Elles ont beaucoup d'informations sur les obstacles concrets à l'avancement des femmes dans les milieux de travail. L'interaction entre ces informations non systématisées et l'agenda politique systématique propre à une chercheuse féministe universitaire produira certainement des résultats intéressants, pour peu que l'on sache la susciter.

Remerciements

Je remercie tout d'abord les travailleuses de l'entreprise de nettoyage, les membres du GEDISST et les membres du Groupe de travail en psychopathologie du travail qui m'ont aidée à réfléchir. Je remercie également Francine Saillant, Huguette Dagenais et Pierre Sormany qui ont contribué à la révision du texte. Je reconnais également l'importance d'une bourse de coopération France-Québec et de subventions du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et de l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec.

Karen Messing

CINBIOSE

Université du Québec à Montréal

RÉFÉRENCES

DUMAIS, Lucie et Karen Messing

- 1991 « La science et le corps des femmes », in Roberta Mura (éd.), *Un savoir à notre image ? Critiques féministes des disciplines*. Montréal, Adage : 107-122.

EDWARDS, Rosalind

- 1990 « Connecting method and epistemology : A white woman interviewing black women », *Women's Studies International Forum*, 13, 5 : 477-490.

HAËNTJENS, Chantal et Karen Messing

- 1991 *Étude de l'activité de travail de nettoyage des WC sur les trains de voyageurs en gare*. Rapport soumis au Conservatoire national des arts et métiers et à l'entreprise, aux employées et employés concernés.

MACEDO, Bernadete

- 1990 *Travail et santé : un rapport de classe et de sexe. Le cas de Rio Tinto, 1930-1990*. Groupe d'étude de la division sexuelle et sociale du travail, Paris, Conseil National de la Recherche Scientifique.

MESSING, Karen

1991a « Pour la reconnaissance du caractère pénible des emplois des femmes », *Recherches féministes*, 4, 1 : 87-102.

1991b « Putting our two heads together : A feminist research group looks at women's occupational health », *National Women's Studies Association Journal*, 3 (sous presse).

MESSING, Karen, Chantal Haëntjens et Ghislaine Doniol-Shaw

1991 « L'indescriptible nécessaire. L'analyse de l'activité de travail de nettoyage des wagons de train en gare », article soumis pour publication.